



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE VILLE DE CARCASSONNE

ARRÊTÉ

N° : 2023-0235

Service :
Pôle Proximité

**PORTANT AUTORISATION DE POURSUITE D'ACTIVITE
D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC
LIDL GOUGENS
CODE: 796**

Le Maire de la Ville de Carcassonne, Chef-lieu du Département de l'Aude ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et L 2212-2,
VU le Code de la Construction et de l'Habitation, articles R 123-1 à R 123-55, R 152-4 et R 152-5, notamment son article R 123-48,
VU l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP),
VU le règlement de sécurité annexé à l'arrêté du 25 juin 1980 modifié
VU l'arrêté du 22 décembre 1981 modifié portant approbation des dispositions particulières du type M (Magasins et centres commerciaux)
VU le procès-verbal de la visite périodique effectuée par la Commission Incendie et Panique dans l'arrondissement de Carcassonne **le 2 août 2023**

ARRÊTE

Article 1 :

L'établissement dénommé "**LIDL Gougens**" sis Avenue Claude Bernard à CARCASSONNE, classé dans la **2^{ème} catégorie** du **type : M**, dont l'effectif total autorisé est de **709 personnes** (Public : 699 personnes - Personnel : 10 personnes), est autorisé à poursuivre son activité.

Article 2 :

Les prescriptions ci-après devront être réalisées sans délai :

PRESCRIPTIONS NOUVELLES :

1. Fournir les attestations de vérifications techniques périodiques des installations de :
 - Climatisation réversible (CH 58)
 - Extincteurs (MS 73)
 - RIA (MS 73)

PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

1. Aménager des circulations principales de telle sorte que le public puisse toujours joindre facilement deux sorties de secours (CO 43)
2. Assurer la vacuité des circulations, des dégagements et des issues de secours ayant au minimum une largeur de 2 UP (1,40 m) (CO 37)
3. Assurer régulièrement une formation des personnels désignés à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie et à l'évacuation du public (MS 46 et M 29)

Article 3 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification au responsable de l'établissement soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, auprès du Tribunal Administratif de MONTPELLIER, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 4 :

MM le Directeur Général des Services de la mairie de CARCASSONNE, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de CARCASSONNE, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise :

- Au Préfet de l'AUDE
- Au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'AUDE
- Au Secrétariat de la Commission Incendie et Panique dans l'arrondissement de Carcassonne

Cet arrêté sera publié par voie électronique sur le site internet de la Ville

Fait à Carcassonne, à l'hôtel de Ville,
Le 10 août 2023

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211100698-20230810-11824-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/08/2023

Affichage : 17/08/2023

Le Conseiller Municipal Délégué,
Claude ZORZETTO

Conformément à l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant auprès de la collectivité signataire du présent document.